



**Jour
J-113**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

12/09/2019

Année scolaire 2019-2020

P 2

La vente de fascicules interdite

Durabilité du cacao / Lutte contre le travail des enfants, déforestation, traçabilité... P 3

La Côte d'Ivoire, le Ghana et les industriels arrêtent d'importantes décisions

P 4

Valorisation et durabilité du secteur du cacao

Les quatre défis de Kablan Duncan

Mise en œuvre de la Cmu

P 5

Plus de 200 établissements sanitaires prêts à accueillir l'opération

Tic

P 5

Les usagers invités au respect des normes

Année scolaire 2019-2020

La vente de fascicules interdite

La ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle a présidé la grande réunion de la rentrée, hier au Lycée d'excellence Alassane Ouattara de l'amitié ivoiro-chinoise à Grand Bassam.

L'interdiction de vendre aux élèves des fascicules et autres documents non autorisés, l'intensification de la sensibilisation et de la répression contre la fraude, la tricherie, le tabagisme, l'alcoolisme, la violence et les grossesses en situation scolaire, le renforcement du dialogue, de la cohésion, de la solidarité et de la paix entre les membres de la communauté éducative. Ce sont autant de défis auxquels devra faire face la ministre de l'Éducation nationale de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, au cours de la rentrée scolaire 2019-2020.

Kandia Camara l'a signifié hier au cours de la traditionnelle réunion de rentrée 2019-2020, dont l'objectif est « *certes de se retrouver pour savourer les instants de retrouvailles, mais surtout pour se disposer à reprendre le chemin de l'école* », selon la ministre. Soutenue dans sa quête de renouveau par plusieurs membres du gouver-



Douze nouveaux directeurs régionaux ont reçu symboliquement des kits contenant les directives de la nouvelle année scolaire.

nement, parmi lesquels les ministres de la Construction, du Logement et de l'Urbanisation Bruno Koné, de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public Raymonde Goudou-Coffie, de la Santé et de l'Hygiène Publique Aouélé Eugène Aka, de la Femme, de la Famille et de l'Égalité des Sexes Lydie Demara s'est dit encouragée. « Enseignants compétents et

performants engagés pour une école de qualité », est le thème retenu pour cette année scolaire.

La forte mobilisation suscitée par la rencontre se traduit, selon Kandia Camara, par l'intérêt que tous portent à la question de l'éducation. C'est pourquoi, elle a souhaité que les recommandations, le nombre desquelles figurent, l'interdiction de la vente des

fascicules et autres documents non autorisés aux élèves « soient bien notées ». « À la place des fascicules, il faut qu'on mette des documents utiles pour les apprenants. Car les conditions dans lesquelles nous formons les élèves nécessitent que chaque enseignant fasse ses documents à la maison. Et cela, il a réagi à ce propos, Ako Nomel, porte-parole de la Co-

alition du secteur éducation formation (Cosefci). Toutefois, il a reconnu qu'« au niveau des enseignants, il y a certes des pratiques qui ne sont pas saines. Mais interdire totalement la vente des fascicules aux élèves, ce serait mettre en difficulté le système éducatif », a-t-il averti.

Un autre choix de l'école d'excellence Alassane Ouattara de l'amitié ivoiro-chinoise pour abriter la grande réunion de la rentrée. Selon elle, « le Président de la République est le chef d'orchestre, l'inspirateur de l'élan novateur qui préside à la gestion de notre système éducatif ».

Cet hommage rendu à Alassane Ouattara, a été enrichi par l'intervention de la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Bakayoko-Ly Ramata. « La rentrée scolaire est un moment solennel pour faire le bilan et envisager des perspectives. Mais c'est aussi le lieu de rendre hommage au Président Alassane Ouattara pour sa vision de former des ressources humaines de qualité pour accompagner l'émergence en Côte d'Ivoire », a-t-elle souligné.

La ministre Raymonde Goudou Coffie, de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, ne dit pas autre chose. Elle estime également que le mérite de la ministre en charge de l'Éducation nationale, « sa jumelle », a toujours été reconnu et cité en exemple par le Chef de l'État ivoirien. « Le Président reconnaît en toi une dame de qualité », a-t-elle témoigné.

« J'ai un devoir de gratitude envers vous, maman de tous les élèves de Côte d'Ivoire », a affirmé, quant à elle le proviseur du lycée d'excellence Alassane Ouattara de l'amitié ivoiro-chinoise, Mme Chérif Fatoumata Diabaté, s'adres-

sant à Mme Kandia Camara. Elle a aussi pris l'engagement de relever le défi qui l'attend en tant que première responsable de cet établissement.

Kandia Camara a fait le bilan de l'année passée qu'elle a qualifiée de « satisfaisante dans l'ensemble », malgré les difficultés enregistrées, et les cas de fraudes amplifiées par les réseaux sociaux. De même, la ministre a recommandé aux parents d'élèves « de poursuivre l'encadrement donné par les enseignants aux élèves, car l'école doit devenir l'affaire de tous, mais la vôtre en priorité », a-t-elle conseillé. Aux enseignants, Kandia Camara a dit ceci : « Vous êtes la boussole de l'éducation de toute la société. Nous avons entre nos mains l'avenir de tous les enfants, soyons à la hauteur », a-t-elle instruit. Avant de faire ce serment : « Nous sommes prêts pour entamer la nouvelle année avec sérénité. Très bonne rentrée à tous et à

Nouveau découpage de l'année scolaire

Démarrés le lundi 9 septembre 2019, les cours vont se poursuivre jusqu'au 31 juillet 2020. Soit un total de 11 mois de cours.

En ce qui concerne l'enseignement général, il ressort qu'il y a trois trimestres, et deux semestres pour l'enseignement professionnel et technique. Ces informations ont été données au cours de la traditionnelle réunion de la rentrée, par M. Beman Traoré, directeur de l'Enseignement technique. Il a aussi révélé entre autres que les congés de Toussaint sont fixés du vendredi 25 octobre 2019, après les cours du soir au dimanche 3 novembre inclus. Les congés de Noël et du nouvel an sont prévus du 20 décembre 2019 après les cours du soir au 5 janvier 2020.

Le 14 février, commenceront les congés de février, toujours après les cours du soir, pour s'étendre jusqu'au 23 février 2020. Concernant les congés de Pâques, c'est du vendredi 3 avril 2020, après les cours du soir, au dimanche 19 avril inclus.

Quant aux grandes vacances, elles sont prévues du vendredi 31 juillet 2020 au dimanche 13 septembre 2020. Ainsi, la rentrée scolaire 2020-2021 est fixée au lundi 14 septembre 2020, à 7h30 ■

Assainissement

Cocody retrouve son statut de quartier chic



Le maire Jean Marc Yacé veut redonner à Cocody son lustre d'antan.

En promettant en début d'année de mener une guerre contre l'insalubrité et les occupations anarchiques des trottoirs à Cocody, le maire Jean-Marc Yacé était loin de lancer des paroles en l'air. Depuis le mois d'août, une vaste opération d'assainissement a lieu sur toute l'étendue communale. Il ne se passe pas de jour sans que les machines du service technique de la mairie de Cocody libèrent les zones occu-

pées de façon anarchique. Cette opération, le premier magistrat de la commune l'inscrivait dans le cadre du démantèlement des zones larvaires pour la lutte contre certaines maladies, notamment la dengue. La commune de Cocody demeure un foyer de reproduction des moustiques, principaux agents de transmission de la maladie. Une fois la nuit tombée, les rues sont investies par les équipes municipales qui démantèlent sans ménagement

les installations aux abords des artères principales ; les caniveaux sont complètement curés. A la Riviera II, les environs de l'échangeur ont été dégagés, les rues avoisinant les cités universitaires, la façade du Centre hospitalier universitaire de Cocody,

la voie menant à l'université Houphouët-Boigny via l'Insaac sont passés au peigne fin. La guerre du maire de Cocody contre l'insalubrité se poursuit dans les autres quartiers de la commune ■

M. YEVOU

Lutte contre le cancer du sein

Leah Muriel Guigui devant la presse, cet après-midi

Echo Médias, une organisation réunissant des journalistes et des professionnels des médias nationaux et internationaux ; organisera, en octobre prochain, la 3^{ème} édition des « Journées de Mobilisation des Médias contre le Cancer du sein » (JMMC). Cela dans le cadre de la campagne de sensibilisation contre le cancer du sein dénommée « Octobre Rose ». L'objectif visé est de mobiliser les professionnels des médias pour une sensibilisation permanente. En prélude à cet événement, Leah Muriel Guigui, présidente et initiatrice du projet annonce la tenue d'une conférence de

presse de lancement, à la Maison de la presse d'Abidjan-Plateau aujourd'hui de 15h à 16h Afin de dévoiler le contenu de la troisième édition des journées de mobilisation qui se tient avec le soutien du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, et en partenariat avec RFI et France 24. Les journalistes, les professionnels des médias et certaines célébrités sont attendus. Notons que la précédente édition des JMMC s'était tenue à Grand Bassam sous le Parrainage du Vice-président de la République de Côte d'Ivoire, Sern Daniel Kablan Duncan ■

M.ADJIDJÉ

ISABELLE SOMIAN

Durabilité du cacao / Lutte contre le travail des enfants, déforestation, traçabilité...

La Côte d'Ivoire, le Ghana et les industriels arrêtent d'importantes décisions

Les deux plus grands producteurs d'or brun au monde se sont réunis en marge de la 100e réunion du Conseil international de l'Organisation mondiale du cacao (Icoco).



À la fin des travaux, les patrons du Conseil café-cacao (centre), du Ghana cocoa board (droite) et de la World Cocoa Foundation se sont prêtés aux médias nationaux et internationaux. (PHOTOS: DR)

La nouvelle est tombée après 48 heures de travaux. La Côte d'Ivoire et le Ghana, respectivement 1^{er} et 2^e producteurs mondiaux du cacao, en plus des industriels du cacao et du chocolat, ont décidé de mettre en place un cadre de collaboration. L'objectif, comme l'a expliqué Poë Carine Laure, directrice adjointe chargée des délégations régionales du Conseil café et du cacao (Ccc), hier au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, dans le communiqué final, était « d'adresser ensemble les problématiques liées à la durabilité du cacao ». Ces questions portent sur la lutte contre la déforestation, la lutte contre le travail des enfants, l'amélioration des moyens de subsistance des producteurs. La transparence et la traçabilité du cacao sont également prises en compte dans ces décisions qui s'inscrivent dans le cadre de la coopération Côte d'Ivoire- Ghana, deux voisins qui pèsent environ 60% de la

production mondiale de l'or brun. Les industriels et chocolatiers participeront aux travaux de l'Initiative Côte d'Ivoire-Ghana dans le cadre d'un comité ad hoc, chargé d'adresser les problématiques suscitées en s'appuyant sur les organes de collaboration déjà mis en place dans chaque pays. Ce comité, selon les conclusions des travaux sur cette question de durabilité, travaillera également « à l'élaboration d'une stratégie de communication » sur les actions entreprises conjointement par les parties prenantes. Il est prévu un plan d'action qui devrait être assorti d'un chronogramme précis afin d'inverser les tendances actuelles sur les problématiques concernées. « Dans les prochains jours, nous allons définir le calendrier et passer, par la suite, aux actions », a déclaré Joseph Aidoo, le directeur du Ghana Cocoa Board (Cocobod), lors de la conférence de presse ayant sanctionné les deux jours de travaux.

Attaques répétées... La réunion d'Abidjan avec les industriels du cacao et du chocolat, qui s'est tenue en marge de la 100^e réunion du Conseil international de l'Organisation mondiale du cacao (Icoco), intervient dans un contexte où, selon une note du Conseil du café-cacao (Ccc), au cours de ces dernières années, « des attaques répétées d'Ong et de journalistes relatives à des problématiques au niveau de la chaîne de production du cacao sont de plus en plus nombreuses ». Cette problématique de la Côte d'Ivoire concerne également son voisin du Ghana, avec lequel elle entretient d'excellentes relations. Ces attaques que le directeur général du Ccc, Koné Yves Brahima, a qualifiées de pas totalement fondées, portent sur l'expansion cacaoyère au détriment des forêts, de l'exploitation des enfants dans les plantations, de la non-maîtrise de l'origine des produits commercialisés (traçabilité) et de

l'utilisation de pesticides dangereux et/ou prohibés. Selon le patron du Ccc, son pays et le Ghana font « beaucoup d'efforts » pour trouver des solutions à ces questions. Malheureusement, comme il l'explique, des médias, poussés par certains individus produisent des informations qui ne sont pas forcément vraies et qui sapent le travail qui est fait sur le terrain. « Nous sommes profondément engagés pour que nous puissions

trouver des solutions. Nous avons la volonté commune de travailler avec l'industrie du chocolat... », se veut rassurant, Koné Yves Brahima. « Malgré les efforts déployés par la Côte d'Ivoire pour adresser ces questions, la situation suscite encore beaucoup d'attention au niveau international », fait remarquer le Ccc. Richard Scobey, président de la World Cocoa Foundation, ne cache pas sa satisfaction avec

cette mise en place d'un cadre de collaboration. « Nous sommes arrivés à un mécanisme sur lequel nous allons travailler ensemble, assurer la traçabilité des produits », a-t-il confié, félicitant les patrons du Ccc et Cocobod « pour leur leadership fort ». Face à la presse, il les a assurés du « soutien de l'industrie du cacao et de la chocolaterie » ■

ANOH KOUAO

Koné Yves Brahima (Dg du Conseil café-cacao) « Nous produisons du cacao propre »

Faisant référence à la lutte contre la déforestation, au système de traçabilité du cacao et surtout à l'utilisation des enfants dans les champs comme travailleurs, Koné Yves Brahima, le Directeur général du Conseil café cacao (Ccc), face aux médias est resté formel : « Beaucoup de choses se font en Côte d'Ivoire et au Ghana. Des médias exagèrent. Nous allons faire comprendre au monde entier que ce que nous produisons est du cacao propre. Nous allons essayer de donner des assurances à l'industrie, au monde du cacao que nos pays produisent du cacao propre ».

« Un journal parle de deux millions d'enfants utilisés dans les champs de cacao en Côte d'Ivoire. D'où viennent ces enfants ? Ce sont des énormités », fait remarquer le patron du Ccc. La structure qu'il di-

rige, selon lui « s'efforce à produire du cacao propre », insiste-t-il. « Nous allons travailler à expliquer au monde entier que ce qui est dit n'est pas tout à fait juste », soutient avec force Koné Yves Brahima. Selon lui, « les enfants ont leur place à l'école et non dans les plantations ». C'est dans ce contexte que, soutient-il, le Conseil du café cacao s'attèle à construire des écoles, des centres de santé mais aussi des forages pour accompagner les enfants et le monde paysan.

Le patron du Ghana Cocoa board, Joseph Aidoo, l'équivalent en Côte d'Ivoire du Ccc, si les politiques ou programmes de lutte contre le travail des enfants sont mal compris, c'est parce que « la communication n'est malheureusement pas bien connue », désormais, annonce-t-il, « nous voulons avoir un mécanisme de suivi-

évaluation pour suivre toutes nos actions ». Pour cerner efficacement le monde des producteurs, la Côte d'Ivoire et le Ghana tablent sur le recensement des producteurs. Cet exercice devrait leur permettre de géolocaliser les plantations, déterminer le nombre de producteurs, les parcelles d'hectares, le nombre d'enfants et d'enfants à risque, etc...)

En Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao (environ deux millions de tonnes) entre 800 000 et un million de familles agricoles sont engagées dans la filière café-cacao. Au cours de ces dernières années, les revenus cumulés perçus par les producteurs s'élevaient à plus de 5071 milliards de FCfa soit plus de 1425 milliards de FCfa par an ■

ANOH KOUAO

Financement de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles

La Côte d'Ivoire bénéficie d'une indemnité de plus de 370 millions de FCfa

La société d'assurance de la mutuelle panafricaine de gestion des risques (Arc) a annoncé récemment le versement de 738 835 dollars, soit plus 370 millions de FCfa, en indemnités au gouvernement ivoirien à la suite des graves déficits pluviométriques enregistrés dans la région centrale du pays pour la saison agricole 2019. Ce versement devrait permettre d'aider les familles vulnérables à mieux faire face aux graves conséquences du déficit pluviométrique et assurer leur subsistance à l'aide d'un plan d'urgence élaboré par



Assahoré Jacques, directeur général du Trésor et de la comptabilité, par ailleurs superviseur du programme Arc-CI.

l'institution de la mutuelle panafricaine de gestion des risques et le gouvernement de la Côte d'Ivoire. Il est ainsi le 6^e versement du genre effectué par la société, avec des décaissements atteignant à ce jour un total de 39 millions de dollars (plus de 21 milliards de FCfa). « Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a maintenu des relations cohérentes avec la Mutuelle panafricaine de gestion des risques. Le décaissement attendu d'un paiement d'indemnité en faveur du pays attestera une nouvelle fois de la validité du concept de l'Arc et permettra au gouvernement de venir rapidement en aide à la popula-

tion touchée, réduisant ainsi considérablement la vulnérabilité et favorisant la résilience », déclare Mohamed Beavogui, secrétaire général adjoint des Nations unies et directeur général de l'Arc. Assahoré Jacques, directeur général du Trésor et de la comptabilité, par ailleurs superviseur du programme Arc-CI, a salué la vision du chef de l'Etat qui a cru très tôt en ce mécanisme dont la mise en œuvre « va permettre à nos populations impactées par le déficit pluviométrique de bénéficier de cette indemnisation ». Au cours d'un atelier prévu à Abidjan du 11 au 13 septembre 2019, le gouvernement

ivoirien et ses partenaires au développement devraient rencontrer les experts de l'Arc. L'objectif étant de discuter des modalités permettant de s'assurer que les fonds du versement prévu atteignent rapidement la population la plus touchée, conformément au plan d'urgence.

Créée le 16 juillet 2012 par les ministres des Finances de l'Union africaine, l'Arc a pour objectif principal de mutualiser les risques liés au changement climatique, en vue de répondre efficacement aux impacts des événements climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles ■

ANOH KOUAO

Valorisation et durabilité du secteur du cacao

Les quatre défis de Kablan Duncan

Le vice-Président a procédé hier à l'ouverture de la 100^e réunion du Conseil international du cacao.

En procédant hier, à la salle des conférences du ministère des Affaires étrangères dans le quartier du Plateau, à l'ouverture de la 100^e réunion du Conseil international de l'Organisation mondiale du cacao (Icoco), le vice-Président Daniel Kablan Duncan a partagé les quatre défis à relever afin de rendre le secteur de l'or brun dynamique et surtout durable. Changement climatique, valorisation et transformation du cacao, volatilité du cours du cacao et promotion de la consommation du cacao. Ce sont ces chantiers que le vice-Président ivoirien a appelé à mettre en œuvre par tous les acteurs intervenant dans la chaîne cacaoyère. Pour y arriver, Daniel Kablan Duncan a exhorté toutes les parties à faire de la promotion de solutions durables leur priorité dans un contexte de préservation des ressources naturelles. Il a également appelé « à créer une prospérité partagée » dans la mesure où les producteurs, les presque laissés-pour-compte, ne perçoivent qu'entre 5% et 6% des revenus d'un secteur qui génère environ 100 milliards de dollars us (environ 55 000 milliards



Les acteurs intervenant dans la chaîne cacaoyère appelés à se mobiliser en vue de garantir la pérennité de ce secteur. (PHOTO : JOSEPHINE KOUADIO)

de FCfa). Ce qui représente entre 2 750 et 3 300 milliards de FCfa. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Cameroun, représentant environ 70% de la production mondiale ne tirent que 3% de cette manne. Aly Touré, porte-parole des pays

producteurs, à l'ouverture des travaux, n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour dénoncer ce qui paraît injuste pour lui. « C'est un scandale. Cette donne doit changer et elle changera », a-t-il promis.

Faible consommation africaine

Dans un contexte où la consommation en Afrique reste marginale (4% de la production et environ 500 g par habitant contre 4 à 12 Kg en Europe), le vice-Président suggère une nouvelle approche orientée sur des habitudes de consommation du chocolat ou des produits du cacao dès le bas âge et un

rapprochement vers des pays émergents comme l'Inde, la Chine, la Russie, le Brésil. Ces pays représentent d'importants marchés pour le secteur. Une aubaine que la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial (environ deux millions de tonnes) pourrait saisir. Conscient que la volatilité des cours des matières pre-

mières « est un véritable problème qui plombe l'économie du pays », Kablan Duncan a rappelé la nécessité de trouver des « solutions durables ». Car, pour lui, « le juste est indispensable » si la filière se veut pérenne. Cette position, Souleymane Diarrassouba, le ministre du Commerce et de l'Industrie qui la partage, pense également qu'il est nécessaire de « renforcer le lien production-transformation » pour apporter de la valeur ajoutée à l'or brun. Si Régis Méritan, porte-parole des pays importateurs de l'Union européenne, juge nécessaire de « continuer à assurer cette durabilité du cacao et l'amélioration du revenu » des producteurs, il insiste également sur la nécessité de mettre un accent sur la lutte contre la déforestation et le dérèglement climatique. Pour cette 100^e réunion du Conseil international du cacao, où plusieurs recommandations sont attendues,

« la question du revenu des producteurs se trouve également au centre des préoccupations. Pour son président, Philippe Fontayne, il faut « faire bouger les lignes » dans la filière au profit de tous les acteurs. Cela devrait passer par un plan stratégique d'action. ■

ANOH KOUAO

• Déforestation, travail des enfants... :

Le Ghana et la Côte d'Ivoire en concertation

En marge de la 100^e réunion du Conseil international du cacao (Icoco) qui se tient à Abidjan depuis hier, la Côte d'Ivoire et le Ghana, deux poids lourds (plus de 60% de la production mondiale) de cette culture de rente, sont en concertation, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. L'objectif étant de défendre davantage leurs intérêts. Tous les acteurs de la filière, notamment les chocolatiers, industriels et les négociants... prennent également part à cette rencontre sur la durabilité du cacao. Au centre des discussions : la préservation des forêts et la lutte contre la déforestation, la promotion de la cacaoculture en agroforesterie, la mise en place d'un système de traçabilité du produit. À cela, s'ajoute la lutte contre la pire forme de travail des enfants.

Joseph Aidoo, le directeur du Ghana Cocoa Board (Cocobod) et Yves Brahim Koné, le directeur général du Conseil du café-cacao (Ccc) sont présents à Abidjan pour cette 100^e réunion du Conseil international du cacao. Selon une note du Conseil du café-cacao (Ccc), au cours de ces dernières années, « des attaques répétées d'Ong et de journalistes relatives à des problématiques au niveau de la chaîne de production du cacao sont de plus en plus nombreuses ». Il s'agit notamment de l'expansion cacaoyère au détriment des forêts, de l'exploitation des enfants dans les plantations, de la non maîtrise de l'origine des produits commercialisés (traçabilité) et de l'utilisation de pesticides dangereux et/ou prohibés. « Malgré les efforts déployés par la Côte d'Ivoire pour adresser ces

questions, la situation suscite encore beaucoup d'attention au niveau international », fait remarquer le Ccc. Cette problématique de la Côte d'Ivoire concerne également son voisin du Ghana, avec lequel elle entretient d'excellentes relations. Dans le cadre du renforcement de cette collaboration, les deux pays, en juin dernier, dans le sillage d'une allocation du revenu des producteurs, avaient suspendu la vente des récoltes de 2020-2021 jusqu'à nouvel ordre. Objectif : pour la mise en place d'un prix minimum. Abidjan et Accra avaient décidé de vendre leur cacao à 2 600 dollars la tonne (plus de 1,4 million de FCfa). Ce matin, à partir de 10h30, ces deux pays vont rendre publiques les conclusions de leurs échanges. ■

A. KOUAO

Initiative Compact avec l'Afrique du G20 sur le financement mixte

Abidjan accueille l'évènement demain

La capitale économique ivoirienne, Abidjan, accueille demain, le séminaire international d'apprentissage entre Pairs de l'Initiative Compact avec l'Afrique du G20 sur le financement mixte. Cet important rendez-vous d'une journée aura lieu demain au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Cette rencontre d'envergure internationale vise à réunir les parties prenantes à l'Initiative Compact G20 autour des principales questions visant à développer le financement mixte en s'adaptant efficacement aux conditions locales. Cet événement offrira l'opportunité de tirer des enseignements des bonnes pratiques et de débattre des moyens d'améliorer le financement mixte. Il devrait, par ailleurs, contribuer à sensi-

biliser davantage l'ensemble des acteurs au financement mixte afin d'accroître l'intérêt d'un grand nombre d'investisseurs dans l'utilisation de ce mécanisme pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement des projets structurants dans les pays africains. Les participants sont au nombre de 200 et comprennent des représentants des gouvernements des pays africains du Compact G20, des institutions financières de développement, des institutions multilatérales, des représentants des pays du G20 ainsi que ceux des organisations du secteur privé des pays africains. En mars 2017, les pays du G20, sous la présidence de la République fédérale allemande, ont lancé une initiative

des ministres des Finances, dénommée « Compact avec l'Afrique du G20 ». Cette initiative vise à promouvoir les investissements privés dans les pays africains, en liaison avec les priorités de ces pays. Il s'agit, en d'autres termes, d'inciter les investisseurs privés en provenance des pays du G20 à intervenir massivement en Afrique, à travers des investissements directs étrangers. Le Compact avec l'Afrique du G20 rassemble à ce jour douze (12) pays africains (Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Maroc, Rwanda, Sénégal, Togo et Tunisie), trois (03) organisations financières internationales (FMI, Banque mondiale et BAD) et les pays du G20. ■

A. KOUAO

Mise en œuvre de la Cmu

Plus de 200 établissements sanitaires prêts à accueillir l'opération

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique est sur le terrain depuis plusieurs jours pour s'assurer du démarrage effectif de la Couverture maladie universelle.

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, qu'on pourrait désigner comme le vagabond de la santé des Ivoiriens, ne s'accorde plus de temps de repos dans cette période qui précède la mise en œuvre, le 1^{er} octobre, de la Couverture maladie universelle (Cmu). Il veut s'assurer, dans les moindres détails, que les Ivoiriens et les habitants de la Côte d'Ivoire pourront, à la date indiquée, avoir accès aux soins de santé à moindre coût. En sa qualité de point focal de la Couverture maladie universelle, puisque le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique n'est pas la tutelle de cette assurance publique, il doit mettre à disposition le dispositif de la mise en œuvre de la Cmu. Et ce, à travers la mise à disposition des équipements et infrastructures, des praticiens du corps médical ainsi que des médicaments. À ce niveau, le ministre Aka Aouéli affirme que les produits pharmaceutiques sont disponibles à plus de 90%. C'est pour atteindre ces objectifs qu'il parcourt le pays depuis plusieurs semaines.



Au Chu de Cocody, le Dr Aka Aouéli a constaté les travaux effectués et les matériels présents...

Rentré la veille de la région de Gbôklé, le premier responsable de la santé des Ivoiriens a fait le tour de plusieurs établissements hospitaliers d'Abidjan, dans la journée d'hier. Visite au bout de laquelle il a affirmé sans ambages que plus de 200 établissements hospitaliers, toutes catégories confondues, sont prêts à accueillir les patients dans le cadre de la mise en œuvre de la Cmu. « C'est vrai que l'opération ne débutera pas, le même jour, sur toute l'étendue du territoire national, mais plus de 200 établissements hospitaliers sont prêts à recevoir les patients », assure-t-il. Même s'il constate quelques petits retards par endroits.

Besoin de personnel au Chu de Cocody

Dès 8h du matin, c'est le Centre hospitalier universitaire (Chu) de Cocody qui a ouvert ses portes à la délégation ministérielle. Au troisième étage des urgences où elle est conduite, huit blocs opératoires de spécialité sont entièrement rénovés. Il s'agit de la traumatologie, la chirurgie pédiatrique, la gynécologie, la stomatologie, l'urologie, la chirurgie digestive et l'Orl. En plus des salles de réveil, elles aussi équipées. Des équipements flamboyants neufs, pour la plupart encore emballés, sont sur place. La difficulté relevée par la direction du Chu de Cocody

est le déficit en ressources humaines pour l'exploitation effective des différents équipements. Aussi, quelques questions liées au fonctionnement de certains ascenseurs ou salles d'eau défectueuses ont-elles été portées à la connaissance du ministre. Qui a rassuré ses interlocuteurs de ce que des mesures urgentes seront prises pour trouver une solution à la question de l'approvisionnement en praticiens. Au Chu d'Angré, inauguré depuis 2017 par le Président de la République Alassane Ouattara, Aka Aouéli a pu se rendre compte de quelques petits réglages à gérer pour faire tourner à 100% l'établissement sanitaire. Le cap a été ensuite mis sur la commune de Yopougon. Là-bas, la visite ministérielle répondait à deux enjeux. En plus de l'opérationnalité de la Cmu, les établissements sanitaires de cette partie de la ville d'Abidjan doivent supporter les patients du Chu de Yopougon. Puisque la fermeture de ce centre hospitalier universitaire est prévue pour le 1^{er} novembre. La formation sanitaire communautaire urbaine de Wassakara est en pleine mutation. Deux blocs opératoires sont prêts à être livrés, le temps pour les techniciens de tester la climatisation et les appareils de chirurgie.

Pression sur Yopougon

À cela, il faut ajouter quatre box d'accouchement en plus de la salle dédiée. Et ce, pour permettre une prise en charge rapide des femmes en travail et baisser considérablement le coût d'évacuation. Le hic à Wassakara, c'est le manque d'incinérateur et de groupe électrogène. La direction de l'établissement explique qu'en l'absence de ces deux dispositifs, il serait difficile de faire tourner les blocs opératoires. La faible pression d'eau entraînant des coupures intempestives a été aussi dénoncée. À l'hôpital général de Yopougon Attié, anciennement appelé Pmi, Aka Aouéli n'a pas caché sa colère face au retard considérable constaté dans les travaux de réhabilitation de cet établissement sanitaire. Qui, pourtant, est le plus grand sur lequel doit reposer la stratégie de continuité du service après la fermeture du Chu de Yopougon. Devant des explications peu convaincantes des techniciens trouvés sur place, le ministre a donné des instructions fermes pour que l'établissement soit livré dans les délais prescrits dans le cahier des charges de l'entreprise chargée des travaux. La détermination du ministre de la Santé a été payante, puisque dès l'après-midi, un lot de matériel a été débarqué sur les lieux et les techniciens se montrent plus rassurants.

Attié

Objectif : 4 millions d'assurés en 2019

Dans sa volonté de garantir la santé au plus grand nombre d'habitants de la Côte d'Ivoire, surtout les économiquement faibles, le Président de la République a mis en œuvre la Couverture maladie universelle. La phase expérimentale du régime général de base a été lancée le 25 avril 2017 avec 150.000 étudiants, dont 112.357 effectivement enrôlés. La phase expérimentale a permis de délivrer plus de 66 000 actes ainsi déclinés. Plus de 25 000 en pharmacie, 31 000

en consultation, 7 500 en biologie et 2 879 en soins dentaires. Les résultats de la mise en œuvre effective de la Cmu sont plus que rassurants. En février 2019, ce sont plus de 1,2 million de personnes qui se sont fait enrôler pour un objectif de 4 millions en 2019. Cette assurance qui concerne toutes les personnes qui habitent le sol ivoirien est obligatoire avec un coût de 1000 FCfa par personne. Ce qui permet de bénéficier de soins dans les établissements sanitaires de premier contact. Puisque les cliniques privées ne sont encore pas parties prenantes à la

Cmu. Toutefois, le gouvernement a pris toutes les dispositions pour permettre l'accès aux médicaments, avec un dispositif de sécurité pour éviter d'éventuels détournements. « Les médicaments Cmu seront sécurisés avec une étiquette spéciale. On saura d'où vient le médicament, quel est son circuit et où il va... », rassurait Bamba Karim, le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie, au cours d'un entretien avec la presse. Les prélèvements pour le compte de la Cmu ont démarré en juillet 2019 ■

MARC YEVOU



...pendant que l'hôpital général de Yopougon Attié peine à retrouver les différents services.

Ministère de l'Économie numérique et de la Poste Mamadou Sanogo succède à Claude Isaac Dé

La cérémonie de passation des charges s'est déroulée hier au Postel 2001, au Plateau.



Mamadou Sanogo recevant les dossiers du département ministériel des mains de son prédécesseur, Claude Isaac Dé. (PHOTO : MONSIEUR JULIEN)

Mamadou Sanogo est désormais aux commandes du ministère de l'Économie numérique précédemment dirigé par Claude Isaac Dé. La cérémonie de passation des charges s'est déroulée hier au 24^e étage de l'immeuble Postel 2001, au Plateau, en présence de Carmen Ouattara, conseiller technique représentant la secrétaire générale du gouvernement.

Le nouveau responsable du maroquin a commencé par exprimer sa gratitude au chef de l'État, au vice-Président de la République et au Premier ministre, pour lui avoir renouvelé leur confiance, presque trois ans après son départ du gouvernement où il était en charge de la Construction et des Logements sociaux notamment. Mamadou Sanogo a également salué le travail abattu par l'ensemble des personnalités qui l'ont précédé à ce poste, non sans mettre en exergue l'action de son prédécesseur. Le nouveau patron de l'Économie

numérique a dit vouloir compter sur l'appui de tous les agents du ministère pour mener à bien sa mission. Parce qu'il ne saurait y arriver seul, selon lui. Mamadou Sanogo a donc dit vouloir être « un ministre qui se met à la disposition des cadres de son département ministériel pour faire avancer les choses et pas l'inverse ». Quant à Claude Isaac Dé, il a remercié le Président de la République et le Premier ministre pour les nouvelles charges qui viennent de lui être confiées, à savoir celles de ministre auprès du Premier ministre chargé

de la Gestion des grands projets. Claude Isaac Dé a aussi égrené quelques résultats enregistrés au ministère qu'il quitte, tout en rassurant son successeur de toute sa disponibilité en cas de besoin. Pour sa part, Carmen Ouattara a félicité les deux ministres pour leurs nouvelles fonctions respectives. En outre, elle les a assurés de la disponibilité du secrétariat général du gouvernement dans l'accomplissement de leurs tâches ■

ABOUBAKAR BAMBA

Promotion des Dms Promotion des Pme Souleymane Diarrassouba cède officiellement le portefeuille à Félix Anoblé



La cérémonie de passation des charges a eu lieu en présence du conseiller technique, représentant du Secrétariat général du gouvernement. (PHOTO : JOSEPHINE KOUADIO)

Souleymane Diarrassouba, actuel ministre du Commerce et de l'Industrie, qui occupait également le département de la Promotion des Pme, a officiellement cédé ce portefeuille à Félix Anoblé. La cérémonie de passation des charges a eu lieu, hier, au Plateau, en présence du conseiller technique, représentant du Secrétariat général du gouvernement, Bamba Aminata. Félix Anoblé qui occupait, jusqu'au 3 septembre dernier, le poste de secrétaire d'État auprès du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Pme, est depuis le 4 septembre le patron du ministère de la Pro-

motion des Pme. Les deux ministres, au cours de cette cérémonie, ont félicité le Chef de l'État Alassane Ouattara et le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, pour la confiance placée en eux en les reconduisant dans le nouveau gouvernement. « Je m'engage à poursuivre le vaste chantier ouvert en vue d'une éclosion des Pme », a déclaré le tout nouveau ministre de la Promotion des Pme, lors de cette passation. Félix Anoblé a tenu à rassurer Souleymane Diarrassouba quant à sa disponibilité « à travailler main dans la main pour le bonheur des Ivoiriens ». Même si de nombreux acquis

ont été obtenus, Souleymane Diarrassouba a rappelé à son successeur que des défis demeurent dans ce département qu'il juge « stratégique » pour le pays. Il s'agit de la mise en place du Fonds de garantie des Pme, les travaux de lancement de l'étude du Fonds Ivoirien de l'innovation, etc. La passation des charges arrive à un moment où les Pme qui contribuent à près de 90% de la production de la richesse, sont confrontées à de nombreuses difficultés, au nombre desquelles le financement, l'accès au crédit, la formation, etc. ■

ANOH KOUAO

COMITE D'ORGANISATION DES VISITES D'ETAT
DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
(COVE-PR)

VISITE D'ETAT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DANS LA REGION DU N'ZI

COMMUNIQUE

Dans le cadre des préparatifs de la visite d'Etat du Président de la République dans la Région du N'Zi,

Le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation invite les Ministres, élus, cadres et populations originaires de ladite Région à prendre part à la réunion de lancement qui aura lieu le mercredi 11 septembre 2019 à 17 heures, à la salle Félix Houphouët-Boigny de l'Hôtel du District d'Abidjan.

En raison de l'importance de cette rencontre, la présence de tous est vivement souhaitée.

Le présent communiqué tient lieu de convocation individuelle. ↴



Sidiki DIAKITE

Tic

Les usagers invités au respect des normes

Une journée de vulgarisation des textes s'est tenue hier au Plateau.

Le ministère de l'Économie numérique et de la Poste a organisé hier une journée de vulgarisation du droit du numé-

rique à l'amphithéâtre du Cerra-Umoa, au Plateau. Le séminaire a eu pour objectif de vulgariser, auprès des populations et acteurs du secteur de

l'économie numérique, la loi n° 2017-807 du 07 décembre 2017 d'orientation de la société de l'information et l'Ordonnance n° 2017-500 du 02 août



Sylvestre Mpoué veut accélérer sa politique de vulgarisation des normes. (PHOTO : DR)

teurs concernés. Et la bonne appréhension et la bonne application de nos textes constituera à n'en point douter un gage pour l'atteinte de la maturité numérique de la Côte d'Ivoire ». Surtout que le pays a très vite pris conscience de cette importance du numérique comme axe stratégique de son développement économique. D'ailleurs, le secteur contribue déjà à hauteur de 9% au PIB. Quant à Ibrahim Coulibaly, directeur des affaires juridiques et de la coopération internationale au ministère de l'Économie numérique et de la Poste, il a mis en exergue quelques aspects des deux textes objets de présentation, notamment le caractère fondamental de l'accès à Internet, la prise en compte d'un accès à Internet à haut débit par les promoteurs immobiliers, les devoirs de l'administration publiques et des collectivités locales tels que stipulé par la loi d'orientation. Relativement à l'ordonnance, il s'est appesanti sur la dématérialisation des services administratifs ■

ABOUBAKAR BAMBA

Nouveau dispositif prudentiel et un plan comptable bancaire La Cergi mobilise les acteurs financiers

Plusieurs représentants d'établissements financiers et de banques prennent part, depuis le 9 septembre, dans le quartier des affaires (Plateau), au séminaire économique sur le nouveau dispositif prudentiel et le plan comptable bancaire de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), entrés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018. « Ces deux éléments viennent pour accroître la stabilité des établissements financiers dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) », confie Franck Alex, directeur général adjoint de Cergi, structure organisatrice de ce rendez-vous qui ferme ses portes le 12 septembre. Durant ces quatre jours, il

s'agira, selon les organisateurs, de permettre aux participants de produire de façon automatisée la totalité de leurs rapports réglementaires et de mieux gérer leurs portefeuilles en souffrance, tout en étant en conformité avec les nouvelles dispositions en vigueur. Lesquelles devraient permettre à la Banque centrale « d'avoir une bonne visibilité de l'activité des banques. C'est ce qu'on appelle de façon générale le reporting », explique Franck Alex. Malheureusement, sur le terrain, la mise en place de ces nouvelles dispositions tarde à être adoptée par de nombreux acteurs des établissements financiers et bancaires dans l'espace Uemoa, un marché de huit pays et de près de 120

millions d'habitants. « Le constat est que, depuis 2018, la plupart des établissements financiers n'arrivent pas à automatiser, ni à se mettre en conformité avec la législation qui est le grand volet de la réforme », fait remarquer Franck Alex. A cette occasion, le représentant de Cergi a appelé les acteurs du secteur à se mobiliser massivement. La Cergi est spécialisée dans l'édition de logiciels pour les banques et établissements financiers qui éprouvent encore des difficultés à automatiser complètement leurs systèmes d'information liés à la production de déclarations réglementaires et la gestion de leurs portefeuilles en souffrance ■

ANOH KOUAO

directeur général adjoint de Cergi, structure organisatrice de ce rendez-vous qui ferme ses portes le 12 septembre. Durant ces quatre jours, il

être adoptée par de nombreux acteurs des établissements financiers et bancaires dans l'espace Uemoa, un marché de huit pays et de près de 120

lions de déclarations réglementaires et la gestion de leurs portefeuilles en souffrance ■

ANOH KOUAO

Lutte contre la corruption Des religieux s'engagent

Le bureau national de la Conférence des églises protestantes et missions évangéliques de Côte d'Ivoire (Cepmeci) et celui de l'église Déhima de Côte d'Ivoire se sont engagés hier, par l'entremise de leurs responsables, à soutenir la lutte contre la corruption entreprise par la Haute autorité pour la bonne gouvernance (Hagb). Dans la matinée du 6 septembre, à l'Église centrale de Yopougon Assarvon et l'après-midi du même jour au siège de l'église Déhima à Koumassi, le rev. Zézé Raphaël, 1^{er} vice-président de la Cepmeci et Aka Kouakou Barthélémy, président du comité mondial Déhima, ont respectivement donné leur accord de principe dans ce sens. Pour le représentant de la Cepmeci qui parlait au nom du pasteur Dion Robert, premier responsable de la Cepmeci, il faut véritablement s'inspirer des saintes écritures pour attaquer ce phénomène qui occasionne énormément de pertes à la Côte d'Ivoire. « C'est Dieu

qui vous a conduits à nous afin que nous puissions unir nos efforts sur les plans politique, religieux, social pour mener cette bataille qui est la nôtre », s'est-il réjoui. Avant de rassurer la délégation de la Haute autorité pour la bonne gouvernance de l'engagement de toutes les églises membres de la conférence pour gagner ce combat. « Votre visite est comme une autorisation que vous nous donnez afin de dénoncer toutes ces pratiques peu recommandables qui profitent à une catégorie de personnes », précise Zézé Raphaël. Qui a ajouté que, selon la Sainte Bible, Dieu n'accepte pas tout ce qui est impure notamment les fruits de la prostitution, de la corruption qui sont « souillés ». Heureux de la marque de sympathie à eux accordée par les représentants de ces confessions religieuses, Fofana Abdoulaye, membre du conseil de la Hagb, chef de la délégation, a salué leur engagement dans la lutte. Pour lui, il faut que chacun des membres des organismes comprenne que

c'est en luttant ensemble qu'ils parviendront à résoudre la question de la corruption et des infractions assimilées. Il a révélé que la corruption est, depuis 2015, au centre de toutes les activités de son institution. « Des secteurs sont reconnus pour cette pratique et nous devons mener la sensibilisation pour que chaque Ivoirien comprenne ce que coûte un acte de corruption à la Côte d'Ivoire », insiste le représentant de N'Golo Coulibaly. Pour Achiaou Jacques III, directeur de la sensibilisation et de l'éducation, il faut inverser la tendance rapidement. C'est pourquoi, il projette une table-ronde avec toutes les confessions religieuses, les politiques, les acteurs de la société civile pour que le débat soit ouvert afin que le mal soit attaqué à la racine. Car, « C'est la perte de valeur qui conduit à la corruption qui est elle-même le manque de probité, d'intégrité, de respect de la chose publique », soutient-il ■

HERVÉ ADOU

2017 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives notamment. Parce qu'au dire de Sylvestre Mpoué, conseiller

technique représentant le ministre, « une meilleure application d'un texte dépend fortement de la connaissance que peuvent en avoir les ac-

Sous le Parrainage de SEM le Premier Ministre, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Sous la Présidence du Ministre de la Promotion des PME.

Sous le Parrainage de SEM le Premier Ministre, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Sous la Présidence du Ministre de la Promotion des PME.

La Fédération Ivoirienne des PME (FIPME), en partenariat avec le Ministère de la Promotion des PME, organise

la 8^e édition des

JOURNÉES NATIONALES PROMOTIONNELLES DES PME (JNPPME 2019)

Sponsor Leader

Thème: LES TIC & LE DÉVELOPPEMENT DES PME : ENJEUX, DÉFIS ET STRATÉGIES.

Du 26 au 28 Sept 2019

Palm Club - Abidjan Cocody

Ateliers scientifiques - Exposition commerciale Rencontres d'affaires

ENTRÉE GRATUITE !!!

Ensemble, relevons le défi de la promotion des PME...

Rentrée scolaire 2019-2020

Kandia Camara sonne la mobilisation pour une année sans grève

La ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle a visité, hier, les établissements scolaires de Koumassi pour constater l'effectivité de la reprise.

Je voudrais saluer l'esprit qui prévaut, en ce moment, au sein de la communauté éducative, ce partenariat entre le ministère et les syndicats. C'est vrai que l'année dernière a été assez mouvementée, assez difficile... mais nous avons fait la paix. Nous nous sommes compris. Nous nous sommes mis ensemble ». Ce sont les propos, hier, de la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Kandia Camara, dans la commune de Koumassi. C'était à la faveur de la traditionnelle tournée de la première responsable de l'école, à l'occasion de la rentrée scolaire 2019-2020. Hier, ce sont près de sept millions d'élèves qui ont repris le chemin de l'école sur toute l'étendue du territoire national, après plusieurs mois sur toute l'étendue du territoire national, après plusieurs mois de vacances. « Chaque année, nous faisons l'effort de visiter les établissements pour encourager les élèves, le personnel à commencer les cours. La reprise est effective. Je voudrais féliciter tous les acteurs du système scolaire qui ont compris l'importance du respect du calendrier scolaire qui nous permet



Les élèves ont réservé un accueil chaleureux à la première responsable de l'Éducation nationale. (PHOTOS: DFI).

d'avoir de bons résultats », a encouragé la ministre. La première responsable de l'école, qui avait à ses côtés le secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Brice Kouassi, s'est ren-

due dans les établissements scolaires rénovés par Ibrahima Baongo Cissé, ministre auprès du Président de la République, chargé des Affaires politiques, par ailleurs maire de Koumassi. Ce choix, a-t-elle justifié, n'est

pas fortuit : « C'est pour rendre hommage à un bâtisseur, le ministre Cissé Baongo. Il a apporté sa contribution à l'amélioration de plusieurs établissements scolaires... Il donne ainsi envie aux apprenants. Car le cadre physique

d'un établissement a un impact sur le rendement ». Kandia Camara s'est réjouie de l'ambiance enregistrée dans les écoles visitées. Que ce soit au Centre de perfectionnement au métier de la mécanique et de l'électricité (Cpmme, école professionnelle), à l'lep Koumassi 1 Institut Mahama Cissé sabil-Nadjah (école confessionnelle), au groupe scolaire Bad 5 Municipalité 2 ou au lycée municipal 1 et 2 de Koumassi.

« Nous avons entamé les révisions avec des cours de la classe de 4^e qui sont également inscrits au programme de troisième. Il s'agit du « calcul libéral ». Il est important de finir

le programme dans le temps. Cela permettra aux élèves en classe d'examen de bien étudier pour préparer les examens », a indiqué Eby Jean Jacques, enseignant de mathématiques au lycée municipal 1 de Koumassi. Quant à l'élève Diko Ibrahim, il se dit tout heureux de reprendre le chemin de l'école.

La ministre a terminé sa tournée en annonçant que la réunion de rentrée, fixée au jeudi 5 juillet et reportée à une date ultérieure, se tiendra le mercredi 11 septembre, au lycée d'excellence Alassane Ouattara de Grand-Bassam ■

IABELLE SOMAN

L'adresse de la ministre de l'Éducation nationale

La ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle est optimiste quant au bon déroulement de l'année scolaire 2019-2020. « Les examens de fin d'année se préparent depuis le premier jour de la rentrée. Il est important que les cours démarrent par les révisions, pour remettre les élèves dans le bain. Ensuite pourront commencer les programmes de l'année en cours », a-t-elle recommandé, en s'adressant aux enseignants. Pour la ministre, la réussite d'une année scolaire passe nécessairement par un programme achevé. « Une année scolaire réussie est celle où le programme scolaire a été respecté, où le quantum horaire a été respecté. C'est aussi quand les progressions, les évaluations, les dates des vacances ont toutes été respectées. C'est l'ensemble de



La ministre s'est réjouie de la reprise effective des cours, le 9 septembre.

tous ces points qui donnent de bons résultats scolaires », a-t-elle commenté. C'est pourquoi la ministre Kandia Camara a souhaité que tous les acteurs du système éducatif, en particulier les syndicats, s'impliquent davantage pour une année couronnée de succès. « Les syndicats ont joué pleinement leur rôle. Et ce premier jour de rentrée, nous sommes ensemble. Je

voudrais les féliciter et dire que c'est ensemble que nous pouvons bâtir une belle école, former la jeunesse ivoirienne. Nous demandons leur implication pour le succès de l'année scolaire. Nous sommes ensemble depuis plusieurs mois et nous le serons jusqu'à la fin de l'année scolaire », a-t-elle assuré. Par ailleurs, la ministre a indiqué que la grande innovation,

ce sont les parents eux-mêmes qui ont fait le choix de l'affectation de leurs enfants. « Près de 84% d'enfants ont été affectés en 6^e. L'année prochaine, 100% des enfants seront affectés en sixième et en seconde par leurs parents, comme beaucoup l'ont fait cette année », a-t-elle projeté ■

I. SOMAN



Même les tout-petits ont répondu présents le premier jour de classe.

Coopération, diaspora ivoirienne, changements climatiques Amadou Soumahoro échange avec les autorités marocaines

Une mission ivoirienne séjourne dans le royaume chérifien dans le cadre de la diplomatie parlementaire.



Pendant son séjour au Maroc, la délégation conduite par le président de l'Assemblée nationale ivoirienne a eu droit à une visite du mausolée Mohamed V. (PHOTO: D. R)

Le président de l'Assemblée nationale et président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie Amadou Soumahoro est au Maroc où il effectue depuis mardi une visite de travail et d'amitié. Le séjour s'étend jusqu'au 15 septembre. La délégation qu'il conduit a eu hier une séance de travail au bureau du chef du gouvernement Saad Eddine El Othmani. Les échanges ont porté sur la coopération entre partis politiques, le développement du continent et le changement climatique. Il a également été question de la présence des étudiants ivoiriens au Maroc.

Le président de l'Assemblée nationale ivoirienne a eu droit à une visite au mausolée Mohamed V. La délégation a été accueillie et accompagnée par M. Abdel Hak El Marini, historien du

Royaume. Amadou Soumahoro a déposé une gerbe de fleurs au mausolée, pris part à une cérémonie de prière et a signé le livre d'or. Il a reçu comme présent un ouvrage retraçant l'histoire du mausolée.

La signature d'un mémorandum d'entente entre la Côte d'Ivoire et le Maroc ainsi que des rencontres de hauts niveaux sont au programme du séjour du président Amadou Soumahoro en terre marocaine. Il est prévu, à cet effet, des tête-à-tête avec le Chef du Gouvernement Saad Eddine El Othmani, le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération Nasser Bourita et le président du Conseil Royal Consultatif pour les Affaires sahariennes, M. Khalihenna Ould Errachid.

C'est à l'invitation du président de la Chambre des Représentants du Parlement

marocain S.E.M. Habib El Malki que le président Amadou Soumahoro s'est rendu au Maroc.

Dans la délégation ivoirienne, figurent notamment la vice-Présidente de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire Kponh Taly Evelyne, le président de la Commission des Affaires générales et institutionnelles, Abdoulaye Sidibé et les députés Abel Benabra du groupe parlementaire Pdci et Karim Kouyaté du groupe parlementaire Rhdg.

Arrivée mardi après-midi à l'aéroport international de Rabat, la mission ivoirienne a été accueillie à sa descente par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Maroc S.E.M. Idrissa Traoré et par le vice-président de la Chambre des Représentants du Parlement marocain Mohammed Ouzzine. ■

BENOIT HILI